lotte et que toutes les eaux situées à l'est de cette ligne, si on ne peut pas les considérer comme eaux territoriales à toutes fins, devraient au moins être assimilées à des eaux sur lesquelles le gouvernement canadien, par l'entremise de son ministère des Pêcheries, exercerait un droit de regard quelconque. Lorsque le ministre répondra, nous dira-t-il quels progrès a accomplis cette commission présidée par M. le doyen Curtis et si elle a pu soumettre des rapports au gouvernement ou au comité international, en liaison avec l'ONU qui étudie aussi ce point.

C'est avec plaisir que j'ai constaté qu'on avait déjà nommé des pêcheurs commerciaux à un grand nombre d'organismes internationaux. Tout ce que je puis dire c'est que j'aurais bien voulu que ce soit fait au moment de la rédaction de l'accord international entre les États-Unis, le Japon et le Canada. On aurait ainsi pu faire disparaître une bonne partie des malentendus qui ont eu cours parmi les pêcheurs au moment de la parution de cet accord. Il y a eu à cette occasion, au sein des syndicats et de l'ensemble de l'industrie, pas mal de discussions passionnées. Je ne suis pas sûr que certains syndicats ne soient pas à blâmer pour n'avoir pas profité des occasions offertes; d'autre part, si les pêcheurs s'étaient occupés plus activement de la rédaction de l'accord, on aurait constaté moins d'incompréhension.

Je termine. Comme je l'ai dit au début de mes observations, je crois que le programme d'ensemble adopté par le ministre, notamment en ce qui concerne la conservation et l'encouragement donné à la capture du poisson dans les circonstances les plus favorables et en ce qui a trait à l'écoulement de ce produit, s'inspire généralement de sains principes. Je me borne à l'engager à intensifier ses efforts en ce sens.

M. MacInnis: Monsieur le président, le député d'Esquimalt-Saanich a remercié le ministre de l'exposé complet qu'il a formulé dans la présentation de son budget de dépenses. Je crois pouvoir aller plus loin et féliciter le ministre à cet égard. C'est probablement le meilleur exposé fait par aucun ministre en marge du budget des dépenses depuis bien longtemps.

Le député d'Esquimalt-Saanich a signalé que l'exposé du ministre raccourcirait probablement le débat préliminaire sur le premier poste des crédits, celui qui a trait à l'administration. J'ignore si l'exposé produira cet effet sur le député, mais il en sera certes ainsi

[M. Pearkes.]

dans mon cas, car le ministre a répondu à la plupart des questions que je me proposais de poser. Je répéterais certaines affirmations du ministre et des déclarations du préopinant si je prolongeais mes observations. L'un des faits les plus intéressants que le ministre a pu signaler, c'est l'amélioration de l'écoulement du poisson l'an dernier par rapport à cette année. Voilà un résultat remarquable, à mon avis, et j'imagine que l'industrie de la pêche elle-même, aussi bien que le Gouvernement, y est pour sa part. Mais, si je comprends bien, on n'avait pas à vendre seulement la prise de l'année, l'an dernier; il fallait aussi disposer d'un report d'une ou deux années antérieures. Il est vraiment agréable de constater qu'à une époque où s'évanouissent nos marchés, on ait obtenu de si bons résultats dans ce cas-ci.

Quant au règlement relatif à la conservation du saumon dans le Fraser, puis-je mentionner que plusieurs particuliers et divers organismes m'ont fait observer que ce règlement leur serait préjudiciable? Bien que je sois heureux de constater que le ministre ou le ministère ait jugé opportun de prolonger la période, je n'aurais certes pas prié le ministre de recourir à une telle mesure, car il s'agit d'une question à l'égard de laquelle les profanes doivent être prudents. Je ne connais pas tous les problèmes qui se posent; mais je sais que la conservation est un sujet important; je sais qu'il est beaucoup préférable d'appliquer des mesures de conservation dès cette année et l'an prochain, même au point de léser les intérêts de certains, afin que la pêche soit meilleure ensuite. Même si je tiens à remercier le ministre de s'occuper de cette question de façon réfléchie (je sais que la question a été bien étudiée), je n'oserais pas intervenir à cet égard, car, je le répète, j'ignore quels seraient les résultats.

Je pourrais évidemment parler de plusieurs autres questions; mais elles n'ajouteraient rien au débat actuel. Je veux simplement remercier le ministre de l'excellent exposé qu'il a pris le temps de formuler au comité. Je sais que ce n'était pas, pour lui, une réalisation très importante, car il en avait parlé depuis quelques mois. Le ministre, ou son ministère, a eu la bonté de m'envoyer un exemplaire du discours qu'il a prononcé en Colombie-Britannique, au congrès des Pêcheurs unis et travailleurs assimilés, et dans lequel il avait mentionné tout cela. J'ai trouvé le discours très franc; il a dit ce qu'il fallait au moment et à l'endroit opportuns.